

Administration

REVUE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE DE L'ÉTAT

Le Préfet Jean Benedetti à Avignon: de l'attentat de Rotondes à l'arrestation (2^e partie) -
Jean Moulin : Préfet d'Eure et Loir (1^{re} partie) - Les Préfets du Gers dans la Résistance 1940-1944

SÉCURITÉ NOUVELLES ÉXIGENCES

- La sécurité territoriale : publique et privée
- La sécurité de l'économie
- Cyber-sécurité : une priorité de l'État
- Une sécurité renforcée des personnes et des biens



CAHIER SPÉCIAL AERTE : XX^{es} Journées européennes des Représentants territoriaux de l'Etat

ET AUSSI...

LIVRES : La déontologie des cadres publics, pour un service public responsable - Sécurité intérieure - Quatre-vingt-treize - Le mythe de l'islamisation - Essai sur une obsession collective - L'islam en Europe - histoire, échanges, conflits - Les Gauches françaises, 1762-2012 : histoire, politique et imaginaire.



LE PRÉFET JEAN BENEDETTI À AVIGNON : DE L'ATTENTAT DE ROTONDES À L'ARRESTATION

INSTALLÉ DANS LE VAUCLUSE DEPUIS LE 16 DÉCEMBRE 1943, LE PRÉFET JEAN BENEDETTI POURSUIT SA PROGRESSION DE CARRIÈRE, ALORS QUE PARTOUT L'ATMOSPHÈRE S'ASSOMBRIE

En ce mois de janvier 1944, le régime se radicalise. À l'automne de l'année précédente, les Allemands avaient exigé le départ de plusieurs proches de Pétain considérés comme peu sûrs, notamment en ce qui concerne le volet répressif. Ils interdisent, par ailleurs, au Maréchal de prononcer une allocution au cours de laquelle celui-ci compte annoncer qu'il confie à l'Assemblée nationale la mission de rédiger une nouvelle Constitution. Dans un premier temps, le chef de l'Etat décide de ne plus exercer ses fonctions avant de se résoudre, toujours sous la pression des occupants, à la nomination de personnalités favorables à une accentuation de la politique de collaboration. Ainsi, le 1^{er} janvier 1944, Philippe Henriot devient Secrétaire d'Etat à l'Information et à la Propagande, Joseph Darnand, Secrétaire d'Etat au Maintien de l'ordre, recevant « autorité sur l'ensemble des forces de police ». Au mois de mars, c'est un autre ultra de la collaboration, Marcel Déat, leader du Rassemblement National Populaire (RNP), qui fait son entrée au Gouvernement en tant que Ministre du Travail et de la Solidarité. On assiste ainsi à un glissement rapide vers un Etat milicien où, tout au long du premier trimestre 1944, les éléments les plus tièdes, voire, pour certains, en cheville avec la Résistance et les Alliés, sont écartés et où les durs, ceux qui critiquent la ligne trop modérée à leurs yeux du régime, s'installent à des postes de responsabilités. C'est dans ce contexte de durcissement gouvernemental, et de rumeurs tous les jours un peu plus insistantes sur une grande offensive anglo-américaine que Jean Benedetti prend possession de son nouveau poste.

Cette nouvelle donne, où à Vichy les plus extrémistes prennent tous les jours un peu plus la main, va progressivement sceller son sort, ainsi que celui de plusieurs de ses collègues.

Son intuition, comme sa connaissance fine des arcanes d'un régime en voie de fascisation, l'ont alerté : Benedetti se sait surveillé. La prudence avec laquelle il rédige ses rapports ne saurait pourtant masquer plus longtemps le fond de ses convictions. Le premier coup, direct et visible, est porté par le Secrétaire général du Rassemblement National Populaire (RNP) dirigé par Déat, sous forme d'un courrier transmis au Chef de Cabinet du Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, le 3 mars 1944. Sans équivoque, le numéro deux du RNP, Georges Albertini qui connaîtra après-guerre une carrière d'homme de l'ombre, conseiller occulte tout à la fois de politiques et de patrons, dénonce le comportement du Préfet du Vaucluse en s'appuyant sur une note qu'on vient de lui transmettre :

« J'ai reçu un rapport sur l'attitude de M. Benedetti, Préfet du Vaucluse. Chaque fois que ce fonctionnaire reçoit un visiteur, il ne manque pas, me dit-on, de lui faire l'éloge de la dissidence. Je n'ai pas cessé d'être, proclame-t-il, l'ami de M. Daladier. Il aurait dit récemment : "Le général de Gaulle se trompe peut-être, mais il n'en est pas moins un grand général". Le résultat le plus clair de son administration est que la désertion est prêchée presque ouvertement à la jeunesse et que plus de 40 % de jeunes sont là-bas en toute sécurité en situation irrégulière. Je crois bon de vous communiquer ces informations afin que vous puissiez en faire vérifier le bien-fondé et en tirer les conclusions qui s'imposent. »

Désormais dans le viseur des collaborationnistes, le Préfet est, de surcroît, confronté, dans son dé-



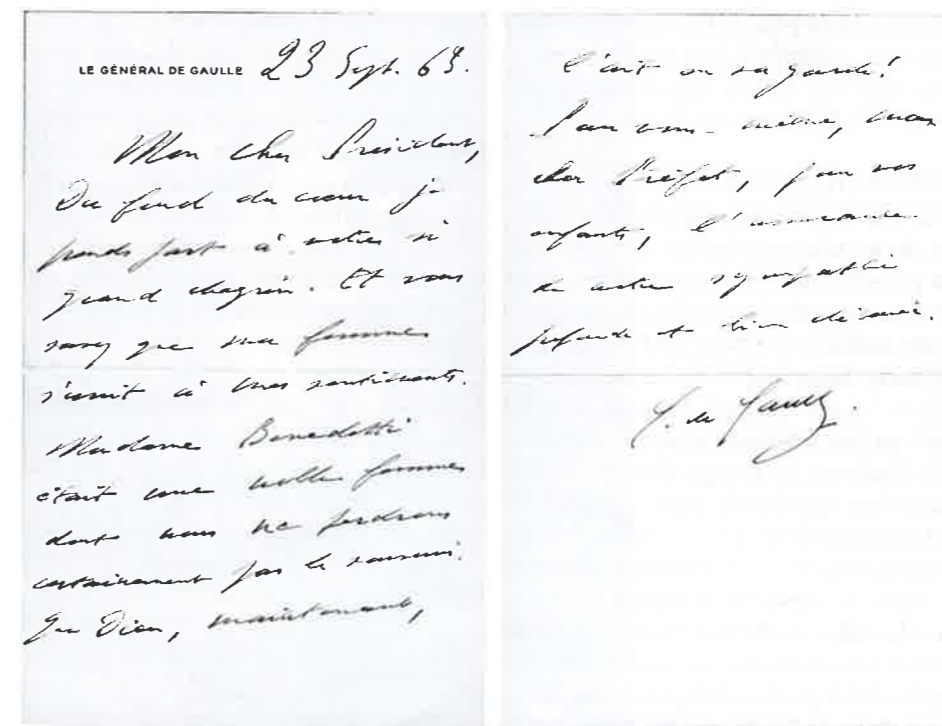
Montpellier, 1942 : Jean Benedetti, préfet délégué de l'Hérault.



Beauvais, 11 novembre 1948 : Visite de Vincent Auriol, Président de la République, à Creil. Il est reçu par Jean Biondi, Secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative, maire de Creil, Président du Conseil général de l'Oise, membre du comité directeur de la SFIO, et Jean Benedetti.



Paris, 13 juillet 1960 : Dans la cour des Invalides, le général de Gaulle remet à Jean Benedetti les insignes de la dignité de Grand officier de la Légion d'honneur.



Paris, 23 septembre 1963 : Lettre du général de Gaulle, portée au matin du décès d'Odette Benedetti, à l'Hôtel de Ville.

partement, à la multiplication des actes de résistance et des accrochages avec les troupes d'Occupation. Mais c'est surtout dans la nuit du 19 au 20 février que l'opération la plus spectaculaire se déroule. Le dépôt des machines dans les rotondes, dont le Préfet n'a pas manqué, dans son dernier rapport, de signaler qu'il constituait, sans doute, un objectif stratégique, est pris pour cibleⁱⁱⁱ. Vingt-quatre locomotives sont gravement endommagées en moins d'une heure... Sans la complicité active des cheminots, l'action eût été impossible ; la Résistance vaclusienne a pris l'initiative de fournir soixante bombes à ces combattants du rail qui se chargeront, ensuite, de la besogne^{iv}. Cette activité des mouvements de Résistance surexpose un Préfet qui ne manque jamais de se plaindre de la faiblesse des effectifs de police dont il dispose^v. L'attentat des rotondes constitue pour Benedetti une épreuve supplémentaire : il faut affronter la colère allemande et déployer autour des cheminots une ligne de défense aussi protectrice que possible, sans donner le sentiment d'être complice de ceux qui, sur le terrain, combattent les occupants. Exercice délicat qui suppose diplomatie et sang-froid. La relation des événements qu'il livre à son Gouvernement vise essentiellement à préserver les agents de la SNCF soumis, on l'imagine, à une pression considérable et à dégager la responsabilité de ses services : « Le dépôt des machines d'Avignon, un des plus importants dépôts de France, abrite plus de deux cents machines et son personnel comprend cent trente ouvriers. Edifié sur un très vaste terrain sans clôture, la surveillance est particulièrement difficile^{vi}. »

POUR BENEDETTI, LA SITUATION EST DE PLUS EN PLUS MENAÇANTE

Si l'exercice de sa tâche entraîne des difficultés qui deviennent progressivement insurmontables, c'est à l'extérieur du Vaucluse que s'amoncellent les nuages... Des coups très durs sont portés au NAP et aux super NAP. Le 25 mars, Claude Bourdet est arrêté, quelques semaines après, Maurice Nègre^{vii}, un autre cadre du réseau. C'est à un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay, Bernard de Chalvron, en charge alors des Préfets pour l'organisation, qu'échoit la direction nationale des NAP et des super NAP qui se fondent alors au sein d'une même structure. L'intensification conjointe de la lutte contre la clandestinité entre les services allemands et la milice va décimer alors une grande partie des NAP. Les collaborationnistes de toute obédience ne cessent de le proclamer depuis des semaines : un complot de hauts fonctionnaires a pris forme dans diverses strates de l'administration. Un attaché d'ambassade, membre du Cabinet de Pétain, Lachaize, et un Sous-préfet, Jean Lagrive^{viii}, proche de Laval, sont arrêtés à leur tour avant que ne le soit également le 11 mai Bernard de Chalvron.

A quelques semaines du débarquement, la dernière grande purge préfectorale d'un régime crépusculaire peut commencer. Jean Benedetti n'y échappera pas.

Arrivant ce dimanche 14 mai à la préfecture du Vaucluse, la jeune fille de 18 ans, secrétaire de permanence ce jour-là, pouvait-elle imaginer que, quelques instants plus tard, elle serait la première à assister à l'arrestation du Préfet ? Près de soixante-dix ans après, rien de son émotion du moment ne s'est estompé et le souvenir en est comme cristallisé, étayé par une mémoire factuelle de ce matin où le destin de Jean a basculé. Il faut dire, tout d'abord, le caractère improbable d'une rencontre avec le dernier témoin vivant de cette arrestation. Confronté à la matière éparse d'une existence disparue, le biographe s'aventure dans un labyrinthe où surgissent parfois des issues inattendues. Il faut aussi compter avec la chance, les conversations informelles et les surprises que ces dernières peuvent réserver. Ainsi, cette discussion avec Philippe Reiller, fils du Secrétaire général de la préfecture du Vaucluse sous l'Occupation et dont on ignorait, avant d'évoquer devant lui ce projet de livre, que son père avait croisé la trajectoire de Jean, offrit cette opportunité insoupçonnable d'identifier le tout dernier et, sans doute, l'unique témoin, toujours vivant, de l'interpellation qui conduirait Benedetti à Flossenbürg. De cette exhumation soudaine, que retenir, si ce n'est quelle permet par son récit d'attester du caractère imprévisible de cette arrestation qui sur le moment va engendrer stupeur et incompréhension.

De ce 14 mai 1944 donc, Huguette Morizet^{ix}, alors toute jeune employée de la préfecture et fille de l'un des chefs de bureau de celle-ci, livre aujourd'hui une description que le temps n'a pas altérée. C'est une scène furtive, presque cinématographique que sa mémoire restitue. Ce début de matinée s'annonce en apparence calme dans une préfecture désertée par son personnel, repos dominical oblige. Le Préfet, seul dans son bureau, rédige quelques courriers quand soudain deux agents de la Gestapo surgissent et demandent à la secrétaire de leur indiquer où se trouve Benedetti. Fortement impressionnée par cette intrusion, Huguette ne peut répondre. Tout va alors très vite : les deux Allemands expliquent qu'ils sauront trouver sans aide le Préfet, se dirigent vers son bureau et ressortent quelques minutes plus tard, encadrant celui-ci. Benedetti est emmené et on ne le reverra plus à Avignon...

1. Marc-Olivier Baruch, *Servir l'Etat français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997, p. 529-575.

2. CAC, 19910794, art. 27. Ce courrier, somme toute inédit, a été retrouvé dans le dossier de carrière de Jean Benedetti.

3. Rapport préfectoral de février 1944, Archives départementales du Vaucluse, 3 W 20.

4. Aimé Autrand, *Le département du Vaucluse de la défaite à la Libération, mai 1940-25 août 1944*, op. cit.

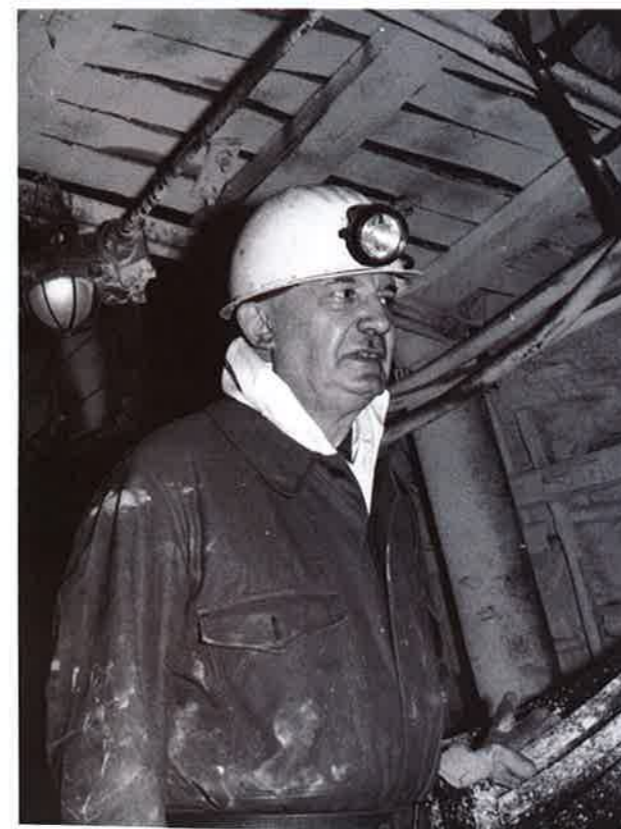
5. Suite à deux explosions devant les locaux de la Légion française des combattants et de la légion des volontaires français pour la lutte contre le bolchevisme, il note : « Ces attentats m'amenent à souligner une fois de plus l'insuffisance du personnel supérieur et subalterne de la police du département ». Rapport préfectoral de février 1944, Archives départementales du Vaucluse, 3 W 20.

6. Rapport préfectoral d'avril 1944, Archives départementales du Vaucluse, 3 W 20.

7. Marc-Olivier Baruch, *Servir l'Etat français. L'administration en France de 1940 à 1944*, op. cit. p. 560.

8. *Ibid.*

9. Entretien avec Huguette Morizet, le 11 mars 2011.



Vire, 14 avril 1973 : Remise des insignes d'officier de la Légion d'honneur par Jean Benedetti, au docteur Abraham Drucker, en présence de ses trois enfants, Jean, Michel et Jacques, de sa seconde femme et d'Olivier Stirn, Secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé des Relations avec le Parlement.

Douai, 1964 : Jean Benedetti, Président du Conseil d'administration des Charbonnages de France, dans un puits de mine.